

Ligue des Femmes du PPA-CI de Yopougon

## Blondé Suzanne succède à Bohui Lucie



**DANGER SUR LES LIBERTÉS D'EXPRESSION ET D'OPINION**

# Le PPA-CI demande l'amendement de l'article 185 nouveau

Le Groupe parlementaire du PPA-CI est opposé à l'adoption du projet de loi portant modification de la loi N° 2019-574 du 26 juin, dont l'article 185 nouveau est qualifié d'«*inconstitutionnel et surtout liberticide*». Au cours d'une conférence tenue le 04 juin 2024 au siège dudit parti à Cocody-Riviera III, les députés du PPA-CI ont fait une proposition d'amendement portant sur l'article 185 nouveau du projet de loi modifiant la loi N° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal.

“Enlèvement du Lieutenant Bawa Félicien”  
**Damana Pickass dénonce une procédure apache**

◆ «Le PPA-CI n'est pas d'accord avec cette façon de faire»



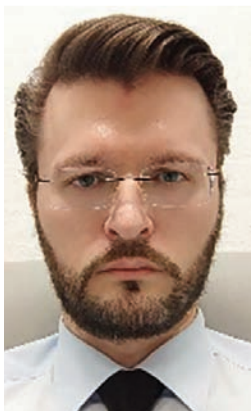
Tournée dans les Fédérations PPA-CI

**Le ministre Rodel Dosso à l'étape d'Agboville : «Nul ne pourra empêcher Gbagbo de revenir s'asseoir sur le trône»**



L'aide militaire Occidentale

# L'Ukraine dans le jeu du Zugzwang



◆ «La Fédération de Russie est en position de force»

Danger sur les libertés d'expression et d'opinion

# Le PPA-CI demande l'amendement de l'article 185 nouveau

Le Groupe parlementaire du PPA-CI est opposé à l'adoption du projet de loi portant modification de la loi N° 2019-574 du 26 juin, dont l'article 185 nouveau est qualifié d'*«inconstitutionnel et surtout liberticide»*. Au cours d'une conférence tenue le 04 juin 2024 au siège dudit parti à Cocody-Riviera III, les députés du PPA-CI ont fait une proposition d'amendement portant sur l'article 185 nouveau du projet de loi modifiant la loi N° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal.

Le Groupe parlementaire PPA-CI propose *«un nouvel alinéa à l'article 185 nouveau du projet de loi modifiant la loi N° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal»*. L'amendement du Groupe parlementaire se présente comme suit : Article 185 nouveau, alinéa 3 nouveau : *«Les dispositions de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas aux propos tenus dans un cadre politique, syndical, philosophique ou religieux»*.

Dans un exposé des motifs, les Députés PPA-CI notent que dans sa formulation actuelle, l'article 185 nouveau du projet de loi modifiant la loi N° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal ouvre la voie, à travers son alinéa 2, à la violation flagrante de deux libertés fondamentales expressément consacrées par la Constitution. A savoir : la liberté d'opinion et la liberté d'expression.

*«Sous le prétexte de «renforcer la prévention et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme», le Gouvernement essaie d'introduire subrepticement une réforme qui, à terme, videra inéluctablement l'article 19 de la Constitution de toute sa substance, par la neutralisation des opinions contraires»,* dénonce les députés du parti de Gbagbo. Selon le Groupe parlementaire PPA-CI, l'alinéa 2 de l'article 185 nouveau précité dit viser les auteurs des appels lancés au public dans le dessein de faire désapprouver certaines décisions de l'Autorité et de provoquer ainsi la solidarité avec un ou plusieurs condamnés pour l'une des infractions prévues par l'alinéa premier de l'article 185 nouveau. *«Or, ledit alinéa renvoie aux infractions prévues aux chapitres 2 et 3 du Code pénal. C'est-à-dire aux infractions contre la sûreté de l'Etat et la défense nationale et aux infractions contre la sécurité publique au nombre desquelles figurent notamment celles de troubles graves à l'ordre public»,* font-ils remarquer. A en croire les parlementaires PPA-CI, l'expérience a démontré que ces dernières infractions, insuffisamment définies et aux contours généralement mouvants, sont très souvent utilisées par les autorités judiciaires pour mettre en



Le PPA-CI dénonce un projet de loi «inconstitutionnel et surtout liberticide» en passe d'être voté à l'Hémicycle.



échec des revendications ou contestations d'ordre politique, syndical ou social portées par certains leaders ou tous autres citoyens. L'objectif visé, soutiennent-ils, est de réduire au silence les leaders d'opinion qui portent ces revendications.

*«Dès lors, l'alinéa 2 de l'article 185 nouveau apparaît incontestablement et constitutionnellement comme un danger réel pour la survie des libertés d'opinion*

*et d'expression dont l'exercice ne peut, en aucun cas, s'accommoder de la présence d'un dispositif de surveillance permanente des opinions ou d'emprisonnement des leaders politiques, syndicaux ou religieux ainsi que ceux des citoyens qui seraient tentés de réclamer leur libération, de bonne foi»,* martèlent les députés PPA-CI, avant de conclure : *«En tout état de cause, la protection des libertés fondamentales reconnues à tous*

*les citoyens, et particulièrement aux leaders d'opinion, se révèle à la fois nécessaire et indispensable pour la démocratie, tant dans l'espace public que dans le champ politique d'autant qu'elle profite à tous les acteurs sans considération de leurs idéologies ou de leur appartenance politique. Car le dirigeant d'aujourd'hui peut passer à l'opposition demain et vice-versa».* ♦

DJE ABEL

LAVOIE

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
César **ETOU**  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Etienne **SOUANGA LAHOUA**  
RÉDACTEUR EN CHEF  
Jean Sylvestre **LIA**  
(05 05 00 01 17)  
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
BOGA Sivori (05 05 37 23 23)

RÉDACTION TECHNIQUE  
KIFUIMA Touré (07 08 30 56 06)  
RÉDACTION  
Riviéra 2, près de l'échangeur  
Tél. 22 52 14 99 / 58 31 79 95 /  
05 05 95 85 27  
LG'ÉDITIONS SARL  
Au capital de 5.000.000 fca  
Dépôt légal N° 13144 du 6

septembre 2016, 3ème trimestre  
Récapissé N° 20/D du  
2 septembre 2015  
SIÈGE SOCIAL  
27 BP 107 Abidjan 27 -  
Cel : 07 58 83 02 58  
E.mail :  
lavoieoriginale16@gmail.com  
Site web :

www.lavoie-originale.net  
facebook.com/Lavoieoriginale16  
Impression :  
SUD ACTION MEDIA  
Distribution : Edipresse  
Tirage du jour :  
5.000 exemplaires.

“Enlèvement du Lieutenant Bawa Félicien”

# Damana Pickass dénonce une procédure apache

◆ «Le PPA-CI n'est pas d'accord avec cette façon de faire»



Le 2ème Vice-président du Conseil Stratégique et Politique (CSP) du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), Damana Adia Pickass, a animé une communication sur : “Les caractéristiques d'un militant engagé”. C'était à la faveur d'un séminaire organisé par la Coordination Régionale des Grands-Ponts, en collaboration avec l'École du Parti ; avec pour objectifs spécifiques d'identifier les causes profondes de l'échec aux dernières élections dans la région des Grands-Ponts, de procéder à l'analyse de chacune des causes pour comprendre leurs essences, de déterminer les orientations stratégiques pouvant permettre d'atteindre “l'Objectif 2025”, d'élaborer le plan d'actions de mise en œuvre, et d'identifier les risques susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs et comment les maîtriser ou réduire leurs venues. Lors de son message, Damana Adia Pickass a abordé un sujet qui avait fait les choux gras de la presse locale et qui continue de susciter des interrogations : l'interpellation manu militari, à son domicile, par des personnes encagoulées, du Lieutenant Bawa Félicien, le dimanche 05 mai 2024. Cette façon d'agir ne passe pas du tout dans l'esprit de ce cadre du PPA-CI. Pour lui, une Justice normale dans un État de droit ne devrait pas fonctionner ainsi. «Il y a un grand défi imposé aux militants du PPA-CI et aux Ivoiriens. Les gens veulent voir si on est des hommes, des femmes. Parce que si ça

passé, qu'on cesse tout. Ceux qui demandent qu'on trouve une candidature de substitution à celle du Président Laurent Gbagbo se fatiguent. C'est une chose qui n'est pas du tout envisageable. Et je vais vous dire pourquoi. Parce que ce serait se faire complice de la destruction de l'État de droit. Ce serait aussi accorder un chèque en blanc à ce régime pour violer les droits de l'homme quand ça l'arrange. Regardez, il y a un jeune Officier qui a été condamné il y a 10 ou 12 ans de cela. On le libère. Quelques jours après, on vient et puis on l'enlève. Mais on l'enlève comment ? Des cagoulés l'ont enlevé devant sa famille, devant ses enfants sur qui on braque des armes. Et les gens veulent qu'on se taise sur ce genre de pratiques. On doit se taire parce qu'il ne s'agit pas de nous. Non, on ne peut pas se taire devant une violation flagrante des droits de l'homme», a fait savoir Damana Pickass. Avant de poursuivre : «Et il y a un Procureur qui vient revendiquer cette façon de faire. Comment un juge peut interpellé un citoyen comme ça ? Vous avez besoin de l'Officier, vous lui envoyez une convocation. Moi, quand je faisais les tournées dans le Grand Abidjan, je rentrais chez moi quand j'ai reçu un appel : «Allô, c'est Monsieur Damana». Je réponds : «Oui». «C'est bien vous le Secrétaire Général du PPA-CI ?». Je réponds «Oui». Ils disent : «Nous avons une convocation pour vous». Je dis : «Vous c'est qui ?». Ils disent : «Nous, c'est la Cellule

antiterroriste. On a besoin de savoir votre adresse pour vous envoyer la convocation». Voilà qui est normal. Donc je leur ai montré chez moi. J'ai reçu la convocation et j'ai répondu à cette convocation. Voici ce qu'on appelle État de droit. Mais on n'envoie pas des personnes encagoulées, armées, en civil. Tu ne sais même pas à qui tu as affaire. Donc quand ça arrive à Bawa, nous, PPA-CI, on doit dire qu'on n'est pas d'accord avec ça, avec cette façon d'arrêter les gens qui frise beaucoup plus le banditisme d'État. Si on laisse ce genre de pratique se perpétuer, ça veut dire qu'on s'expose et on se vend moins cher. On nous parle tout le temps de Sebroko. Mais, il y a quoi à Sebroko même ? Qui est là-bas qui enlève les gens ? C'est quoi ça ?». Dans un communiqué rendu public le 08 mai 2024, le Procureur de la République, Koné Braman Oumar, a démenti une information circulant sur les Réseaux sociaux, faisant état d'un prétendu enlèvement du Lieutenant Ourigou Bawa Félicien à son domicile à Yopougon, supposé orchestré par le ministre de la Défense Téné Birahima Ouattara. “Monsieur Ourigou Bawa Félicien, déjà condamné dans une précédente procédure pour des faits d'attentat et complot contre

l'Autorité de l'Etat, organisation d'une bande armée et participation à une bande armée, pour lesquels il a purgé sa peine, a été à nouveau interpellé sur instruction du parquet, dans le cadre d'une nouvelle procédure en cours”, précise le communiqué. Pour le Procureur de la République, il ne s'agit pas d'un enlèvement. Le Lieutenant Ourigou Bawa Félicien, Officier de la marine nationale, avait été libéré le 25 avril 2024, après 12 ans de prison. Sa nouvelle arrestation, vue par ses proches, notamment son épouse, comme un enlèvement, s'inscrit dans le cadre d'une autre procédure en cours. Il y a quelques jours, l'épouse du mis en cause avait à travers un enregistrement vidéo, alerté médias et Réseaux sociaux sur l'arrestation de son époux, qu'elle a qualifiée d'enlèvement. Selon ses propos, cette arrestation n'aurait pas été faite dans les règles de l'art. Et en dénonçant ces circonstances, elle a directement mis en cause le ministre de la Défense Téné Birahima Ouattara qui, selon ses dires, avait été cité par les hommes armés venus arrêter son époux. ◆ Petit Bayard

6ème  
CONGRÈS ORDINAIRE du  
Groupement des Éditeurs  
de Presse de Côte d'Ivoire

Les 20,21 et 22 juin 2024  
à l'Hôtel du Wharf de Grand-Bassam

Appel à la mobilisation de tous les Éditeurs de presse de Côte d'Ivoire, membres du GEPCI. Ce rendez-vous est très crucial pour l'avenir de notre secteur. Soyons tous présents au congrès !

THÈME  
« QUELLE STRATÉGIE  
POUR LA VIABILITÉ DES  
ENTREPRISES DE PRESSE  
EN CÔTE D'IVOIRE ? »

Pour toutes informations,  
contactez le secrétariat  
exécutif aux :  
07 48 03 79 66  
07 07 20 72 20

Tournée dans les Fédérations PPA-CI

# Le ministre Rodel Dosso à l'étape d'Agboville : «Nul ne pourra empêcher Gbagbo de revenir s'asseoir sur le trône»

Sur instruction de la Haute Direction du PPA-CI, le ministre Charles Rodel Dosso, SGA en charge de la Société civile, a entrepris depuis peu, des échanges avec les structures de base, en vue de mettre en place des stratégies pouvant permettre au Parti de glaner au-delà de ses militants originels, pour la victoire du Président Laurent Gbagbo en 2025.

Ainsi, le ministre Charles Rodel Dosso et sa délégation étaient à l'étape de la Fédération PPA-CI d'Agboville, le dimanche 02 juin 2024. Devant les militants venus nombreux l'écouter, le SGA du PPA-CI a invité chacun à croire de la candidature de Gbagbo en 2025.

Selon lui, le retrait du Président Laurent Gbagbo de la liste électorale est peu de chose comparé à ce que Ouattara et ses soutiens occidentaux lui ont déjà fait subir sans succès pour contrarier sa destinée. Le retrait de Gbagbo de la liste électorale «à la va vite et de façon inélégante par la Justice», est juste la manifestation extérieure de leur échec.

«Les bombes qui ont plu sur la résidence de Laurent Gbagbo avaient une visée assassine. Heureusement que Dieu y a mis la main pour lui éviter cette mort programmée. Déporté à la CPI, loin du champ politique ivoirien, le Président Laurent Gbagbo est revenu triomphant. Ce sont ces échecs qui ont conduit Ouattara et son entourage à cette grossière farce judiciaire, de sorte à ne pas le laisser concourir pour la Présidentielle. Et pourtant, nul ne pourra empêcher le Président Laurent Gbagbo de revenir s'asseoir sur le



Photo de famille

trône ivoirien. C'est divinement acté et cela ne peut qu'arriver», a martelé le SGA Rodel Dosso qui a appelé le peuple de Côte d'Ivoire au changement. Il a exhorté les militants à travailler d'arrache-pied pour ramener toute le peuple et la société ivoirienne au parti de Gbagbo, pour la victoire éclatante en 2025. Le Fédéral PPA-CI d'Agboville, Meney Obodji, a appelé ses camarades, ainsi que les populations, à s'approprier le message

adressé par Charles Rodel Dosso. Il a exhorté ses camarades à se rendre disponibles afin que l'objectif principal qui est le retour au pouvoir du PPA-CI dirigé par le Président Laurent Gbagbo soit atteint. Pour lui, c'est uniquement dans l'union et la conjugaison des efforts de tous, sans exception, que cela arrivera.

Après des échanges fort enrichissants avec les populations, cette rencontre s'est terminée

par une photo de famille. Afin de rassembler plus pour la victoire du président Gbagbo, il a été mis en place une commission de mobilisation communautaire de proximité. Cette rencontre fut rehaussée par la présence distinguée du Vice-président du Parti, le Gouverneur Sam Etiassé Jean Baptiste, fils de la région. ♦

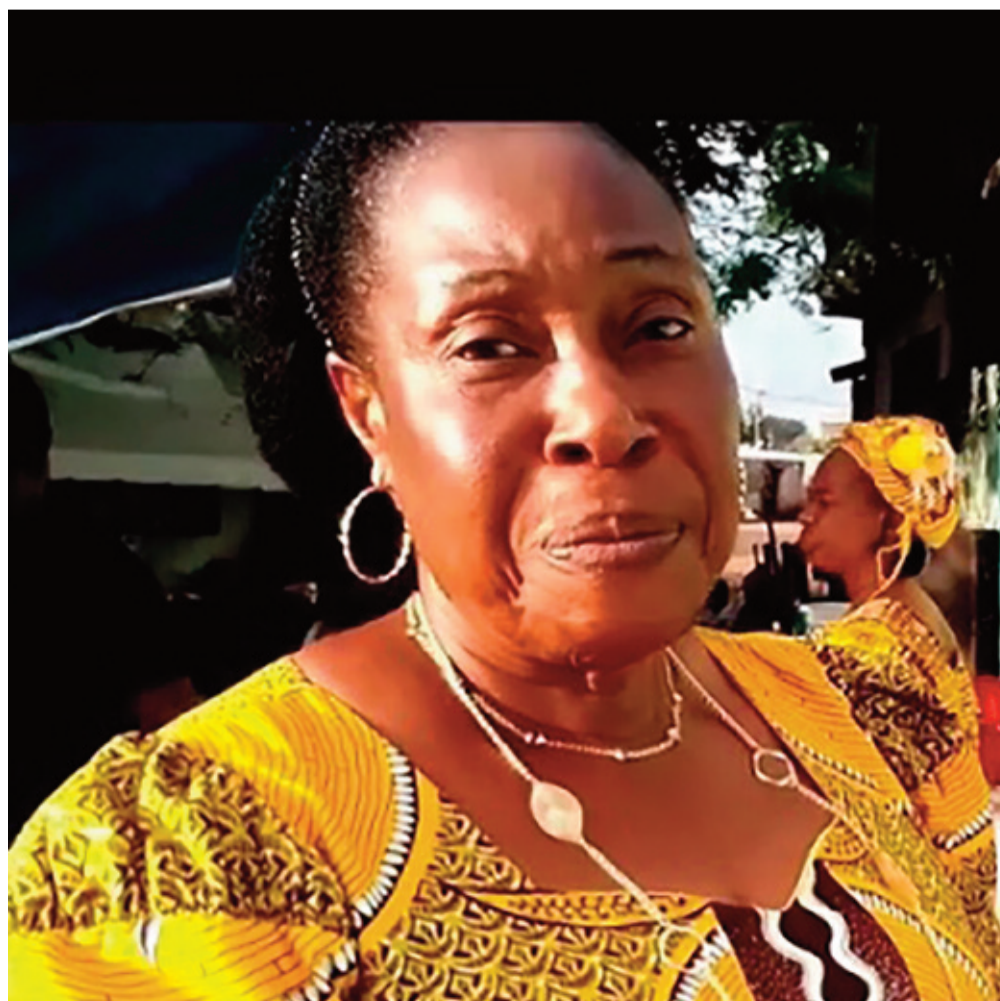
Petit Bayard

Ligue des Femmes du PPA-CI de Yopougon

## Blondé Suzanne succède à Bohui Lucie

Les femmes, militantes du PPA-CI de la Ligue de Yopougon, ont désormais une nouvelle Présidente. Il s'agit de Madame Blondé née Guei Suzanne. Elle succède à Madame Bohoui Lucie, promue Présidente de la Ligue des Femmes du PPA-CI, District Autonome d'Abidjan.

«Je voudrais remercier le Président Laurent Gbagbo qui a placé sa confiance en moi en me nommant à la tête des Femmes du PPA-CI du District d'Abidjan. Je rends également un vibrant hommage à la Présidente Nationale, Madame Louma Hortense, pour être à la base de cette nomination. Le Président Laurent Gbagbo est notre candidat à l'élection présidentielle de 2025. Il a besoin de nous. A cet effet, il nous incombe le devoir de mobilisation, de sensibilisation. Nous devons donc conjuguer nos efforts pour sa victoire, notre victoire à ces échéances électorales. C'est dans cette optique que nous devons accorder nos violons et faire taire toutes les querelles intestines. J'ai, certes, été promue, mais je ne suis pas partie, puisque je suis une habitante de Yopougon. Ce qui signifie que je suis toujours à vos côtés. La nouvelle Secrétaire de notre Fédération a besoin de la participation de tous afin de remplir convenablement la mission que la Direction de notre parti lui a confiée. Cette mission nous est toutes confiée. Que chacun joue sa partition», a exhorté la désormais ancienne Présidente des militantes de Yopougon ; avant de passer le flambeau à la nouvelle responsable des militantes de la plus grande



commune de Côte d'Ivoire. Abondant dans le même sens, la députée de Yopougon, l'Honorable Zagnan Berthe Eulalie a souhaité que les femmes fassent le porte à porte pour convaincre les populations pour la victoire de Laurent Gbagbo et le triomphe de la formation politique qu'il a créée. Le Secrétaire fédéral de Yopougon, Konan Kouassi Bertin (KKB de Gbagbo), a rendu un hommage mérité aux militantes de la Fédération dont il a les rênes et leur a demandé de pérenniser le combat. Madame Blondé Suzanne, de son côté, a demandé à chacune des militantes de s'impliquer dans la lourde tâche qui lui est assignée. Elle a placé son mandat sous le triple-type de «l'union, la solidarité et le travail». Elle souhaite commencer le travail par la mobilisation et la sensibilisation des populations pour le retour du Président Laurent Gbagbo et sa formation politique aux affaires. ♦

Une correspondance particulière de  
HENRI MEDI

Madame Bohui Hortense  
a mérité la confiance du  
Président Gbagbo.

# L'aide militaire Occidentale à l'Ukraine L'Ukraine dans le jeu du Zugzwang

◆ «La Fédération de Russie est en position de force»

**Le Zugzwang est une situation dans le jeu d'échec dans laquelle le joueur n'a aucun mouvement favorable possible - toute action qu'il fera entraînera une détérioration imminente de sa position sur le plateau de jeu.**

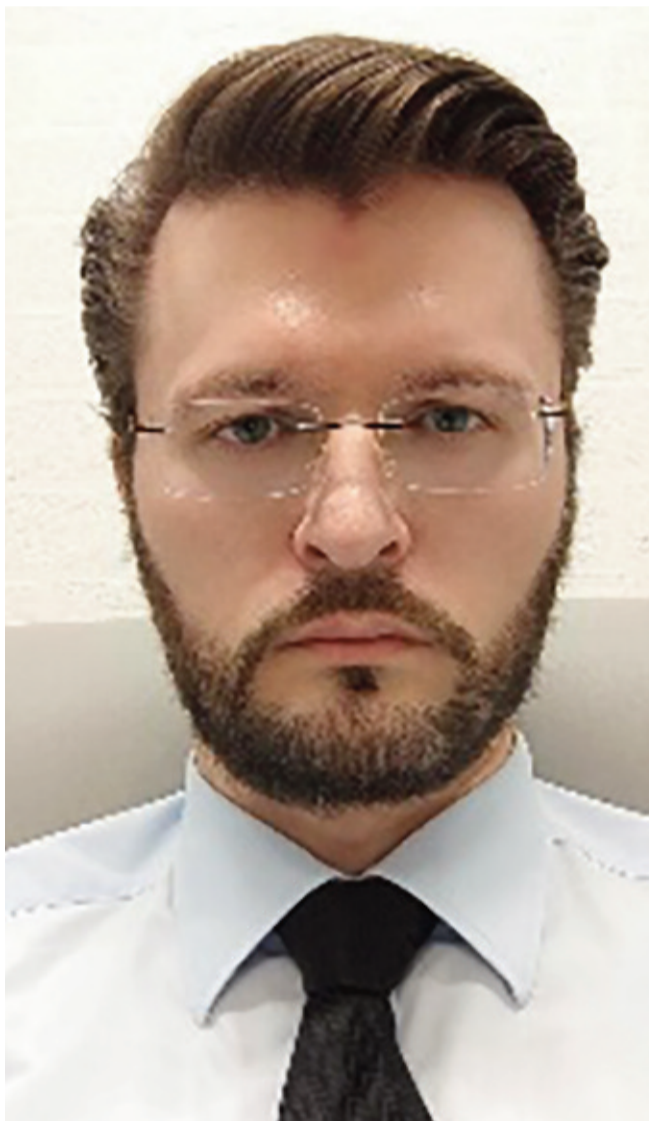
Constatant la déroute que l'armée ukrainienne subit sur les champs de bataille face aux forces russes, les décideurs du camp politico-militaire de l'Occident collectif plongent en état de panique opérationnelle collective les poussant à faire monter les enchères et à prendre une voie sans issue.

## Les mythes et la réalité

De même que durant la Seconde Guerre mondiale, quand la quasi-intégralité des pays composant l'Union Européenne d'aujourd'hui a grandement participé à l'effort de guerre en faveur de l'Allemagne nazie lors de l'invasion de l'URSS - ces mêmes pays, le monde anglo-saxon en plus, sont en train de produire un effort de guerre face à Moscou, un effort d'envergure jamais vu dans le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Néanmoins, constatant l'insuffisance des aides accordées à l'Ukraine pour contrer efficacement l'initiative militaire russe, dès Février 2022, les responsables politiques ukrainiens et ceux des pays de l'OTAN essaient de la combler en faisant une preuve remarquable dans le domaine de la communication et de la propagande destinées non seulement à l'opinion de leur propre électeurat, mais également à la Russie et ses alliés, afin d'essayer de les décourager dans la poursuite des démarches qu'ils entreprennent. Les campagnes de communication ont été fort nombreuses et se sont

**Oleg Nesterenko**  
**Président du CCIE**  
**(www.c-cie.eu)**  
**(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des Masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris ; ancien directeur de l'Institut de la Reconstruction Anthropologique)**



enchaînées, l'une après l'autre.

De son côté, contrairement à ses homologues occidentaux, la Fédération de Russie a toujours eu tendance à ne pas abuser des outils propres aux professionnels du marketing et à rester dans le réel, en faisant même sous-estimer ses propres capacités et en les dévoilant que sur la base des faits accomplis.

Aujourd'hui, la Russie produit dans les 250.000 obus par mois, soit près de 3 millions par an, ce qui est, pratiquement le triple des capacités de production d'obus par l'ensemble des pays du bloc "atlantiste". Ceci est, d'une part, selon les renseignements de l'OTAN et non pas les déclarations russes et, d'autre part, cette information ne prend pas en compte ni les livraisons de munitions des pays-partenaires de la Russie, dont les volumes sont inconnus, mais estimés comme très considérables, ni le

fait que l'industrie militaire russe n'est qu'au stade de son déploiement, avec le pic de production prévu pour l'année 2025.

Ceci est toujours, selon les renseignements de l'OTAN, cités, notamment, par la CNN qui n'a jamais eu tendance à surestimer les capacités de Moscou. La réalité concernant les capacités de production et de l'accès à des munitions par les Russes peut donc être encore plus désagréable pour leurs adversaires.

Le 24 avril, le Président américain Joe Biden a approuvé le projet de loi sur l'allocation de l'aide militaire à l'Ukraine à hauteur de 56 milliards d'euros. De son côté, le Kremlin a adapté son économie aux besoins militaires, en augmentant ses dépenses de défense de 3,9% en 2023 à 6% du PIB pour l'année 2024.

L'agence Bloomberg indique que les dépenses de défense de Moscou ont augmenté de 6,4 billions à 10,8 billions de roubles - soit près de 106 milliards d'euros. Dans l'année 2021 d'avant-guerre, les dépenses de défense de Moscou étaient 2,5 fois inférieures à celles d'aujourd'hui.

Afin de ne pas commettre d'erreur lors de l'évaluation de la parité et de la proportionnalité des investissements dans le secteur de défense en général et, dans le conflit en Ukraine, en particulier, il est important de prendre en compte un élément-clé : si l'industrie militaire occidentale est régie, principalement, par la recherche des profits - de la même manière que l'industrie civile - la situation dans ce secteur est radicalement différente en Russie: l'intégralité des entreprises de défense se situent directement sous le contrôle de l'Etat, ce qui permet, entre autres, d'avoir des coûts finaux de fabrication divisés par 5, voir par 10 par rapport à ceux des entreprises occidentales, et ceci est pour la même gamme d'armes et de munitions fabriquées.

Il est tout à fait certain que si les fondements militaro-industriels de l'actuelle coalition antirusse étaient basés sur autre chose que sur le dégagement de marges bénéficiaires considérables attachées à la production et vente d'armes et de munitions, Kiev pourrait bénéficier des livraisons de ces derniers d'une manière bien plus conséquente que celle qu'on a connu dès 2014, en vue de la préparation de la guerre contre la Russie sur le territoire de l'Ukraine, et même plus conséquentes que celles qu'on connaît depuis Février 2022 - le moment du déclenchement des hostilités par la Russie en anticipation des initiatives militaires ukraïno-occidentales à venir.

## "Le tonneau des Danaïdes" ukrainien

En parlant des chiffres, quelles sont les aides déjà consommées par l'Ukraine ?

Selon l'estimation de Kiel Institute for World Economy, en deux ans de guerre, l'Occident collectif a promis à l'Ukraine environ 250 milliards d'euros et a déjà alloué près des trois quarts de cette somme.

En ce qui concerne l'aide militaire en particulier, à cette fin l'Ukraine a reçu environ 102 milliards d'euros jusqu'au début d'Avril 2024, dont 35 milliards de l'UE, 43 milliards des Etats-Unis et 24 milliards d'euros de l'ensemble d'autres pays du bloc Occidental.

L'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a publié un rapport sur les budgets militaires des différents pays pour l'année 2023. Il s'avère que l'aide militaire déjà transférée à l'Ukraine est comparable aux deux années du budget militaire de la France et même supérieur aux deux années du budget militaire de la Corée du Nord. L'aide militaire transférée à l'Ukraine peut être également comparée aux quatre années du budget militaire d'Israël ou à sept années du budget militaire de la Turquie.

Les principaux fournisseurs d'aide militaire à l'Ukraine sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'UE et la Norvège. Si au début du conflit les alliés ont fourni à l'Ukraine exclusivement du matériel soviétique encore restant dans les pays d'Europe de l'Est, faute des stocks épuisés, ils ont commencé à transférer des armes plus modernes.

À la mi-2023, les journalistes de *Forbes Ukraine* ont calculé le nombre d'unités d'équipement militaire que l'Ukraine avait déjà reçues des alliés. Selon leurs données, depuis Février 2022, l'Ukraine a reçu de la part du bloc de l'OTAN plus de 3000 véhicules blindés, plus de 2000 véhicules de combat d'infanterie et de transporteurs de troupe blindés et près de 400 unités d'Artillerie automotrice.

Selon *The Wall Street Journal*, durant la guerre contre la Russie, l'Ukraine a reçu plus de 600 obusiers, plus de 800 chars et près de 100 systèmes de lance-roquettes multiples (données de Décembre 2023). À titre de comparaison, l'armée britannique, qui est le principal allié des États-Unis et le plus grand gaspilleur de fonds pour la défense, n'a plus que 150 chars et, probablement, une douzaine de pièces d'artillerie à longue portée en état de service.

Côté français, il ne reste pas plus de 90 unités d'artillerie lourde. En ce qui concerne l'Allemagne, elle a vidé ses arsenaux militaires au point qu'en cas de guerre, les munitions disponibles ne lui suffiront que pour deux jours de combats en intensité.

En ce qui concerne les livraisons d'avions et d'hélicoptères, selon *Forbes*, l'Ukraine a également reçu pas moins de 50 hélicoptères et près de 80 avions de combat soviétiques SU et MIG. Le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Belgique ont promis de lui livrer entre 45 et 60 chasseurs F16. Une partie des livraisons d'armements et d'équipements se font d'une manière dissimulée, par conséquent, il est difficile d'estimer précisément la quantité exacte d'aéronefs qui protègent aujourd'hui le ciel au-dessus de l'Ukraine.

Malgré le volume très élevé de l'aide militaire, l'intensité des combats est telle que les équipements livrés sont détruits en continu et le manque du côté ukrainien est constant. Les difficultés bureaucratiques et logistiques s'ajoutent à l'état peu enviable de l'armée ukrainienne.

À la fin du mois d'Avril, *Forbes* a publié un article avec un titre retentissant : "l'Ukraine a besoin de 1000 transporteurs de troupe blindés supplémentaires. Le Canada a besoin d'un an pour en livrer 50". Dans l'exemple du Canada, les journalistes ont démontré la défaillance flagrante de l'ensemble du système de soutien militaire occidental. Il faut un an pour faire livrer 50 transporteurs de troupe blindés et pendant ce temps l'armée russe détruit environ 500 de ces mêmes appareils.

## La déroute

En parlant des aides accordées à l'Ukraine, il est à souligner qu'il ne s'agit guère de «cadeaux» accordés à Kiev, mais de dettes. Des dettes à rembourser.

Toutefois, ça s'annonce très mal pour les créanciers de l'Ukraine ou, plus exactement, pour l'Ukraine elle-même. Etant depuis un moment dans l'incapacité de payer ses dettes, l'Ukraine est en train de s'efforcer d'obtenir une restructuration de sa dette, avant la fin Août 2024 qui est très proche, vis-à-vis de 20 milliards de dollars de ses obligations internationales



émises et dont elle a déjà bénéficié de deux années de gel des paiements auprès des détenteurs.

Si elle ne parvenait pas à convenir d'une nouvelle restructuration ou à étendre le moratoire de paiement actuellement en vigueur avec les détenteurs d'obligations - un défaut de paiement souverain aura lieu, ce qui réduirait très considérablement sa capacité à emprunter auprès des bailleurs de fonds internationaux. La situation de l'Ukraine qui est déjà très grave aujourd'hui s'aggraverait davantage.

## La faillite inévitable de l'Etat ukrainien est à l'horizon

Concernant les aides militaires, dans une interview accordée en Avril dernier à *Fox News*, le dirigeant ukrainien a admis que sans un nouveau paquet d'aide américaine, l'Ukraine ne pouvait pas résister : «*Que Dieu nous vienne en aide, que nous l'obtiendrons le plus rapidement possible... Sinon, ils [les forces armées Russes] nous feront reculer... C'est la vérité. Nos gens le savent et les Américains doivent le savoir*», a-t-il déclaré.

Il n'est pas difficile à deviner ce qui est advenu avec l'aide militaire précédente : la plupart d'entre elles semblent avoir déjà été détruites.

Le portail *Global Firepower* a publié le classement des armées les plus puissantes au monde, dans lequel les chercheurs ont pris en compte 60 paramètres, allant du nombre d'unités militaires et de l'état de l'économie du pays à ses caractéristiques géographiques et à ses capacités logistiques.

À ce jour, en termes de puissance militaire,

la Fédération de Russie occupe d'une manière assurée la seconde place au monde. Ukraine - 18<sup>ème</sup>. 18<sup>ème</sup> place, en prenant en compte l'intégralité des aides militaires et financières, dont elle bénéficie de la part du bloc Occidental.

Dans le même temps, les livraisons d'aide militaire pour Kiev sont sur une courbe descendante qui ne fait que s'accroître. Et cette tendance ne risque pas de changer radicalement jusqu'à la fin du conflit. C'est un signal d'alarme : l'Occident est fatigué de cette guerre.

De l'autre côté, la Fédération de Russie est plus que déterminée dans ses actions et est prête pour une longue confrontation, en faisant augmenter au quotidien son potentiel militaire déjà indiscutable. Le potentiel russe de mobilisation militaro-industriel et humaine est plusieurs fois supérieur à celui de l'Ukraine, même en prenant en compte la part sous-traitée par l'étranger.

Tôt ou tard, le Président ukrainien Vladimir Zelensky devra s'asseoir à la table des négociations avec Moscou.

Plus exactement, il devra céder la place à un autre représentant de son pays, car Moscou a émis beaucoup de réserves sur la légitimité de Zelensky au poste de Président de l'Ukraine, dont, selon la constitution de l'Ukraine en vigueur, le nouveau Président a dû être inauguré, le 20 mai 2024 dernier, à la suite des élections présidentielles qui n'ont jamais eu lieu. Il est à souligner qu'il ne s'agit guère d'une position émotionnelle de revanchisme quelconque du côté du Kremlin, mais d'une approche tout à fait pragmatique du point de vue juridique : selon le droit international, la signature d'un accord international [de paix] par une personne, dont la légalité et la légitimité est contestable - peut, ensuite, rendre le

document juridiquement invalide. Avec toutes les graves conséquences qui peuvent découler d'une telle invalidation.

La seule question est de savoir combien de dizaines ou de centaines de milliers de personnes périront encore et combien encore de territoires ukrainiens partiront vers la Russie avant la signature de l'accord de paix qui aura inévitablement lieu et ceci est, incontestablement, avec la Fédération de Russie en position de force. Selon une analyse de *Institute for the Study of War* (ISW) publié en Avril dernier, depuis le début de l'année 2024, les troupes russes ont occupé plus de 360 kilomètres carrés supplémentaires du territoire ukrainien.

Les déclarations répétées et de plus en plus alarmistes de nombreux hauts responsables occidentaux et ukrainiens stipulant que si les aides économique-militaires à Kiev s'arrêtent ou même diminuent - l'Ukraine perdra la guerre dans un temps très réduit - ces déclarations ne signifient qu'une seule chose : la majeure partie des aides Occidentales est anéantie par l'armée russe en flux tendu et si le processus de perfusion des forces armées ukrainiennes s'interrompt - son existence prendra fin, de même que celui des forces politiques actuellement au pouvoir en Ukraine ♦

**Oleg Nesterenko**  
Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))  
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des Masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris ; ancien directeur de l'Institut de la Reconstruction Anthropologique)

(NB : Le titre est e la Rédaction)

## Coupes africaines des clubs 2025

## Le dernier représentant ivoirien connu ce dimanche ?

Le football ivoirien renouera avec quatre représentants en coupes africaines des clubs pour le compte de l'exercice 2024-2025. Déjà trois candidats sont connus. Il s'agit du FC San-Pedro qui disputera la Ligue des champions. Du Racing club et du Stade d'Abidjan pour la 2eme place en Ligue des champions et coupe CAF. Le dernier ticket en coupe CAF sera certainement connu ce dimanche à l'occasion des demi-finales de la Coupe nationale. Celles-ci mettront aux prises d'une part l'Asec Mimosas - Osa d'Abobo et d'autre part l'Afad au Racing club d'Abidjan. Si le RCA déjà africain se qualifie pour la finale, alors le vainqueur du match Asec-Osa validera du coup sa qualification. Sinon il faudra attendre l'issue de la finale pour connaître l'identité du 4eme représentant si c'est l'Afad qui s'ouvre les portes de la finale ce dimanche. On le voit, trois équipes restent à l'affût pour cette place continentale. ♦

A. ABOA

L'Asec Mimosas empochera-t-il le dernier ticket ?



## Emmanuel Lath (Attaquant des Éléphants):

## «Jouer dernier ou premier n'est pas un problème»

Avec quelle ligne d'attaque le sélectionneur national Faé Emerse va-t-il aborder la rencontre contre les Panthères du Gabon demain vendredi au stade Amadou Gon Coulibaly de Korgho à la faveur de la 3eme journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026 ? Cette question mérite d'être posée dans la mesure où Sébastien Haller, la pointe habituelle semble être très court malgré ses 12 mn disputées lors de la finale de la Ligue des champions. Et que pour le remplacer, le sélectionneur a une bonne pioche en la personne d'Emmanuel Lath. Puisque le vélocité attaquant de Middlesbrough a le profil de l'emploi. Auteur de 16 buts en D2 anglaise le joueur de 25 ans qui pourrait fêter sa première sélection avec les Éléphants demain, pourrait composer le trio offensif des champions d'Afrique avec Simon Adingra et Oumar Diakité si le coach revient à son schéma de base : le 4-3-3. A moins qu'il ne joue la carte de la continuité en lui préférant Sébastien Haller. Mais pour Lath, peu importe d'être titulaire ou rentrer en cours de jeu. «Jouer dernier ou premier n'est pas un problème», a-t-il indiqué en plein

entraînement. Pour lui, le seul fait d'être enfin convoqué chez les Éléphants est une cerise sur le gâteau : «C'est une convocation que j'attendais depuis longtemps». Il appartient à Faé de lui donner sa chance dans cette partie pour voir de quoi il est capable. Si le technicien ivoirien a zappé Konaté Karim et Christian Kouamé pour appeler Emmanuel Lath, un novice de la sélection, c'est pour le mettre dans le bain afin de seconder Haller. A lui de profiter des minutes qu'il aura ♦

A. ABOA

Emmanuel Lath pourrait être la surprise.



## Transfert

## PSG - M'bappé : La séparation en queue de poisson

Le divorce entre le PSG et Kylian M'bappé s'est soldé en queue de poisson. Les deux parties sont désormais sur le pied de guerre. A l'origine du nouveau conflit ? Lors d'une conférence de presse tenue mardi dernier, l'international français s'est dit «content, soulagé, libéré» de quitter le PSG pour le Real. Des propos que n'auraient pas appréciés les dirigeants franciliens. En fait, le joueur de 25 ans vise à travers ses propos, son Président Nasser Al Khelaifi à qui il reproche des paroles violentes suite à sa mise à l'écart en début de saison dernière. Et le dirigeant qatari remonté contre les attitudes de son ex-joueur l'a trouvé «sans classe». Avant qu'un proche du club n'ajoute lui aussi une couche: «C'est juste irrespectueux de dire



ça, une fois qu'il a annoncé son nouveau club».

On le voit, le torchon continue de brûler entre M'bappé et la Direction du PSG. Tout cela est arrivé parce que la star française a décidé de quitter le navire du champion de France. Pas facile de quitter le PSG en de bons termes. ♦

A. ABOA

Nasser El Khelaifi+ M'bappé, les flèches continuent.



**LAURENT GBAGBO, LE CANDIDAT POUR LA CÔTE D'IVOIRE ET POUR L'AFRIQUE EN LUTTE.**